

L'Europe sociale : l'Arlésienne !

Front Syndical de
Classe

6 mai
2015



Dans leur déclaration commune, Les organisations syndicales CGT, FSU, UNSA et Solidaires appellent ensemble à manifester le premier mai dans le cadre de l'appel de la Confédération européenne des Syndicats « pour exiger une construction européenne fondée sur le progrès social ».

Mais qu'en est-il vraiment de la CES et de la possibilité réelle d'une Europe sociale ?

La Grèce, un révélateur

Voilà un pays mis en situation d'urgence humanitaire par les mesures draconiennes imposées par l'Union européenne.

Et que dit et que fait la CES pour se montrer solidaire vis-à-vis du peuple grec ? Qu'a-t-elle dit et fait à l'occasion des dizaines de grèves générales qui ont ponctué la résistance du peuple grec ?

Rien, sinon implorer la compréhension de la Commission européenne !

Et quand à présent la même Commission et les dirigeants allemands épaulés par le gouvernement français ne consentent même pas le dégageant de 200 millions d'euros destinés par le nouveau gouvernement grec à financer des mesures d'extrême urgence que dit-elle ?

Certes elle ne peut que constater les méfaits des réformes structurelles imposées par la Troïka, mais c'est pour immédiatement mettre en garde : " *L'appel lancé par le Président Juncker à l'Eurogroupe pour qu'il agisse pour maintenir l'irréversibilité de l'euro est toutefois bienvenu. Une sortie de la zone euro de la Grèce – ou de tout autre pays – ne ferait que provoquer une crise financière qui serait préjudiciable pour les citoyens ordinaires et les travailleurs* ".

Et elle ne dit mot des déclarations du même Juncker, ancien premier ministre luxembourgeois spécialiste de l'évasion fiscale au service des multinationales : « **Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens.** » .

Curieuse conception de la démocratie...

Au fond, l'oligarchie européenne entend faire capituler le nouveau pouvoir issu des urnes et faire la démonstration pour les autres peuples qu'une autre politique n'est pas possible !

Et la CES, financée par l'UE, est là pour « faire passer la pilule » tout en faisant mine de défendre les travailleurs.

Les choses sont donc on ne peut plus claires : dans le cadre européen, dans celui des traités il n'y a pas de place pour une autre politique et d'autres choix que ceux imposés par l'oligarchie à son seul profit contre les peuples !

Et il faut être sourd et aveugle pour persister dans la poursuite illusoire d'une Europe sociale respectueuse de la construction européenne !

Car ce qu'enseigne l'exemple grec c'est précisément que dans le cadre respectueux de l'UE et des traités il n'y a de place que pour la capitulation et la trahison des engagements pris devant le peuple !

Ce qu'illustre à sa manière d'ailleurs la politique de Hollande, Valls et Macron !

C'est pourquoi nous ne cesserons de dénoncer ces illusions mortifères. Il n'y a pas et il ne peut y avoir d'Europe sociale dans le cadre d'une UE toute entière construite par et pour les intérêts des grands capitalistes.

C'est pourquoi aussi nous ne cesserons de combattre la CES dont la secrétaire générale rappelait très récemment lors du dernier congrès de l'UNSA le véritable projet de la CES : « *La CES pense que l'UE n'est pas un projet du passé, mais un projet pour l'avenir. L'Union européenne est une réponse heureuse aux malheurs du passé ; cette réponse nous ne la braderons jamais.* »

C'est pourquoi enfin nous appelons avec de nombreuses autres organisations anti-capitalistes, à participer à la manifestation organisée à Paris

Le 30 mai prochain

Il s'agit, à l'occasion du 10e anniversaire du rejet massif du peuple français du traité Constitutionnel Européen (TCE) du 29 mai 2005, de rappeler la forfaiture et la complicité PS/droite qui se sont ensuite évertués à contourner ce vote et à bafouer la souveraineté du peuple afin d'imposer la politique unique au service du grand capital !

En dénonçant également la soi-disant Europe de la paix qui sur notre propre continent soutient férocement le régime pro-nazi de Kiev issu d'un coup d'état, bombardant les populations civiles du Dombass, procédant à l'interdiction du parti communiste et à un amalgame infâme entre le nazisme et le communisme.

Tandis que les interventions militaires occidentales justifiées au nom des "*droits de l'homme*" et de la "*défense des populations civiles*" n'ont fait que semer le chaos et renforcer les courants Jihadistes quand ces derniers ne sont pas soutenus, financés et armés contre la souveraineté des états comme on a pu le constater en Irak, en Syrie, en Lybie ...

Face à la guerre de classe menée par le patronat au nom de la construction européenne, manifestons le 30 mai pour le respect de la souveraineté populaire, pour la rupture avec le CES et les illusions de l'Europe sociale, pour la paix, pour construire l'unité des luttes et des travailleurs contre ce pouvoir destructeur.

« Ne parlez pas d'acquis sociaux, mais de conquis sociaux, parce que le patronat ne désarme jamais ! »

Ambroise Croizat vrai fondateur de la Sécurité sociale : 1901-1951

Le Front Syndicale de Classe
frontsyndical.classe@laposte.net